

Communiqué des secrétaires nationaux du POiD

D'où viendra l'issue ?

Un électeur sur deux s'est abstenu, et même trois électeurs sur quatre dans nombre de quartiers ouvriers et populaires. Certes, les attentats du 13 novembre et la terreur qu'ils ont fait naître dans la population, d'une part, et, d'autre part, l'intense campagne menée sur le danger d'une victoire du Front national se sont combinés pour aboutir à une participation plus importante qu'annoncée, en légère augmentation par rapport à 2010. Il n'en reste pas moins que ce résultat est sans appel : il résonne comme **une défaite pour les partis qui, dans l'alternance, à gauche comme à droite, se succèdent au pouvoir depuis trente-cinq ans** : Parti socialiste appuyé par ses alliés « de gauche » d'une part, et les Républicains-UDI d'autre part.

Pourtant, ce dimanche soir, les représentants de ces partis ont fait comme si de rien n'était. Ils ont parlé des régions. Mais **ils n'ont pas dit un mot sur l'Union européenne, sur la guerre, sur l'état d'urgence, sur les réformes que le gouvernement prépare contre les travailleurs avec l'appui de tous, en particulier celle qui vise le Code du travail**. Alors que la crise ouverte souligne, précisément, la nécessité de la rupture avec l'Union européenne, la Ve République, et leur politique de misère et de chômage dictée par les banquiers et les spéculateurs, tous ont fait comme si les choses allaient continuer comme avant.

La défaite majeure essuyée par ces partis est le résultat d'une continuité. Depuis trente-cinq ans, ils ont, dans le cadre de leur alternance au pouvoir :

- ratifié tous les traités européens ;
- sabré à coups de centaines de milliards d'euros dans les budgets publics ;
- attaqué le Code du travail et la Sécurité sociale ;
- favorisé tous les plans de suppression d'emplois, créant une situation record du nombre de chômeurs dans notre pays ;
- étendu, dans tous les domaines, les plans de privatisation-destruction des services publics ;
- mis en place la régionalisation qui met en cause la forme républicaine de l'Etat fondée sur l'existence des communes et des départements depuis la Révolution française ;
- voté puis prolongé l'état d'urgence ;
- voté pour la guerre en Syrie et son extension.

C'est cette politique conforme aux directives de l'Union européenne et des multinationales, des banques, des spéculateurs qui a été massivement rejetée dans l'élection du 6 décembre. De ce rejet, le Front national semble sortir vainqueur, victoire très relative compte tenu de l'ampleur de l'abstention.

Et maintenant : quelle issue ?

La solution ne peut venir d'un parti qui appuie toutes les attaques contre les droits ouvriers et démocratiques, le Code du travail et la Sécurité sociale. Elle ne peut venir d'un parti de l'extrême réaction qui prétend détourner la colère et l'angoisse des travailleurs et des jeunes en attisant la haine contre la fraction immigrée de la classe ouvrière.

Elle ne peut venir davantage de la politique des partis défaits qui affirment vouloir poursuivre sur la même voie. Même si l'on peut comprendre que des travailleurs et des jeunes, malgré le dégoût que leur inspire leur politique, estiment qu'il faut malgré tout voter pour éviter ce qu'ils considèrent comme « le pire ». Au même titre que l'on peut comprendre l'abstention massive, notamment dans les quartiers ouvriers et populaires, de ceux qui refusent toute confiance aux partis prétendument « de gauche » qui tournent le dos à leurs intérêts pour engraisser les profits des capitalistes et des spéculateurs.

Une chose est certaine : **la solution à la crise majeure qui frappe le pays ne surgira ni du vote du 6 décembre ni de celui du 13 décembre. Une solution conforme à la démocratie implique la levée de l'état d'urgence, l'abandon du projet de réforme constitutionnelle annoncé par Hollande, l'arrêt immédiat des plans en cours contre le Code du travail, l'arrêt des privatisations et des plans de licenciements, l'abrogation du pacte de responsabilité. Une solution conforme à la démocratie exige aujourd'hui plus que jamais d'en finir avec l'Union européenne et la Ve République.**

Répetons-le : ce n'est pas de l'élection de dimanche prochain qu'une telle solution surgira. **Seule l'action unie des travailleurs et des jeunes avec leurs organisations, pour la défense de leurs droits, permettra d'avancer dans cette direction.**

C'est sur ce terrain que le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) entend agir. Le POID, qui combat pour une issue authentiquement démocratique — passant par **la liquidation des institutions de la Ve République** et le combat pour **une Assemblée constituante souveraine rompant avec l'Union européenne** —, apporte son soutien à la campagne déployée par « l'appel des 333 » pour **la levée immédiate de l'état d'urgence**, et appuie la constitution des comités pour l'unité pour **la défense du Code du travail, contre la réforme préparée par la mission Badinter.**

Travailleurs, militants, jeunes qui partagez cette perspective, rejoignez le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Les secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant démocratique
Jean Markun, Gérard Schivardi, Daniel Gluckstein